



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

## D'ABIDJAN

N° 462 – 7 octobre 2022

### ❖ Régional

Le Sénégal parmi les pays les plus innovants en Afrique de l'Ouest

Le 29 septembre 2022, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a publié l'édition 2022 de l'Indice mondial de l'innovation (GII), qui classe les pays selon leur degré d'innovation dans plusieurs secteurs parmi lesquels : (i) les dépenses en recherche et développement ; (ii) le progrès technologique ; (iii) l'adoption des technologies dans la société et (iv) l'impact socioéconomique des innovations. L'indice est compris entre 0 et 100 (meilleur score) et le classement est dominé par la Suisse au niveau mondial (132 pays évalués, dont 31 africains). En Afrique de l'Ouest (hors Nigeria-Ghana), parmi les 9 pays étudiés, le Sénégal (99<sup>ème</sup> ; 19,9), la Côte d'Ivoire (109<sup>ème</sup> ; 17,8) et le Burkina Faso (120<sup>ème</sup> ; 15,3) enregistrent les meilleurs scores tandis que le Mali (126<sup>ème</sup> ; 14,2), la Mauritanie (129<sup>ème</sup> ; 12,4) et la Guinée (132<sup>ème</sup> ; 11,6) ferment la marche.

Inflation à +8,5% en g.a. dans l'UEMOA en août 2022

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique ont connu globalement une amélioration en août 2022, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 8,5%

Le taux d'inflation au sein de l'UEMOA en août 2022 en g.a, un nouveau record pour la région

marchands ont respectivement progressé de 17,2% et 7,3% en glissement annuel (g.a.) en août 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,6% en g.a. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires (ICA) dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a diminué de 0,4 point en moyenne en g.a., principalement au Mali (-4,9 points en g.a.), en Côte d'Ivoire (-3,3 en g.a.) et au Burkina Faso (-2,2 en g.a.). A l'inverse, le Sénégal (+7,7 en g.a.), la Guinée-Bissau (+4,9 en g.a.) et le Bénin (+3,4 en g.a.) ont enregistré les plus fortes hausses. L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 8,5% en g.a en août 2022 (contre +8,1% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +6,4 points de pourcentage).

Approbation du Compact régional Bénin-Niger par la MCC pour 504 M USD

Le 28 septembre 2022, le Conseil d'administration du Millenium Challenge Corporation (MCC) a [approuvé](#) le Compact régional transport Bénin-Niger pour un montant

de 504 M USD. Ce programme, qui bénéficiera à 1,6 M de personnes et dont l'un des objectifs est d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux pays, visera à la construction des infrastructures routières le long du corridor Cotonou-Niamey. De ce fait, il devrait contribuer à la réduction des barrières commerciales ainsi qu'à attirer des investissements supplémentaires du secteur privé. Dans le détail, 202 M USD seront investis au Bénin et 302 M USD au Niger tandis que les Etats concernés contribueront chacun à hauteur de 15 M USD.

## 🍷 Bénin

### 200 M USD de la Banque mondiale pour réduire les risques d'inondations

La Banque mondiale [a approuvé](#), le 29 septembre 2022, à travers l'Association internationale de développement (IDA), un financement de 200 M USD destiné à la lutte contre les risques **d'inondations dans les villes secondaires du pays**. Ce soutien, qui contribue au Programme **d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires**, visera particulièrement à la construction d'infrastructures de drainage urbain résilientes et l'adoption d'outils de planification urbaine. En outre, il devrait permettre de renforcer les **capacités de mise en œuvre d'investissements** dédiés à la lutte contre le changement climatique.

## 🍷 Burkina Faso

### L'or représente plus de 70% des exportations au 1er semestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), les exportations [se sont élevées](#) à 1 556,4 Mds FCFA (2,4 Mds EUR) au 1<sup>er</sup> semestre 2022, soit une progression de 7% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations ont progressé de 36,9% en g.a. à 1 579,8 Mds FCFA (2,4 Mds EUR). Sur les 6 premiers mois de 2022, les principaux produits exportés ont été l'or (71,2% des ventes) et le

coton (12,6%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (28,3% des achats) et les produits pharmaceutiques (6,5%). Les principaux clients du pays ont été la Suisse (68,5% des ventes), Singapour (3,9%) et la Côte d'Ivoire (3,3%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la Chine (12,9% des achats), la Côte d'Ivoire (9,3%) et la France (8,3%).

## 🍷 Cap-Vert

### Le budget 2023 financé à près de 78% par les recettes domestiques

Le gouvernement du Cap-Vert [a présenté](#) le projet de budget de l'Etat pour l'année 2023, qui s'établit à 78 Mds CVE (707,1 M EUR), en hausse de 13,9% par rapport à la prévision d'exécution 2022. Le budget 2023 sera financé à hauteur de 77,6% par des recettes domestiques, 7,2% par des dons et 15,2% par des emprunts extérieurs. Le déficit budgétaire est projeté à 5,6% du PIB en 2023, en baisse de 0,7 point par rapport à la **projection 2022**. L'année 2023 marque ainsi le début de la consolidation budgétaire, avec en perspective un solde budgétaire nul **d'ici 2027**. Par ailleurs, le budget 2023 prévoit de nombreuses [mesures sociales](#), avec notamment une hausse des salaires dans la fonction publique (comprise entre 1 et 3,5%), en lien avec **l'augmentation du salaire** minimum national qui passe à 14 000 CVE (127 EUR) par mois, soit une hausse de 7,7%, ou encore la hausse des retraites. A noter que ce budget se base sur une prévision de croissance économique de 4,8% en 2023 (contre 4% anticipé pour 2022).

## 🍷 Côte d'Ivoire

### La valeur des marchés publics approuvés à fin juin 2022 en hausse de 18% en g.a

Selon une [communication](#) adoptée lors du Conseil des ministres du 28 septembre dernier, 1 739 marchés publics ont été approuvés au 30 juin 2022, soit une hausse de 34,6% en glissement annuel (g.a.); pour une valeur totale de

393,4 Mds FCFA (599,8 M EUR), soit une progression de 17,9% en g.a. Les procédures concurrentielles, qui regroupent les appels d'offres ouverts et restreints, ont représenté 72,3% du montant des marchés approuvés à fin juin 2022 tandis que les procédures non concurrentielles (marchés de gré à gré inclus) représentent 25,3% du montant des marchés approuvés. Enfin, la part des marchés attribuée aux Petites et moyennes entreprises s'est établie à 35,7%, supérieure au seuil minimal réglementaire de 30%.

### Lancement du programme PEPITE pour renforcer la compétitivité des PME

Le Chef du gouvernement [a lancé](#), le 5 octobre 2022, le Programme économique pour l'innovation et la transformation des entreprises (PEPITE). Cette initiative vise à accompagner les TPE, PME et ETI à fort potentiel dans des secteurs clés (agriculture, agro-industrie, industries extractives, transport, santé...) de manière à renforcer le tissu entrepreneurial dans les chaînes de valeur stratégiques **pour l'économie. Les entreprises sélectionnées bénéficieront d'un accompagnement personnalisé en matière de management, marketing, gouvernance et bénéficieront d'une série d'avantages**, dont des mesures financières, fiscales, réglementaires, **ainsi que d'une exposition nationale et internationale privilégiée**. Ainsi, le programme PEPITE accompagnera environ 1 500 entreprises sur les 10 prochaines années.

### Ratification de 4 accords de prêts pour plus de 609 M EUR

Le Conseil des Ministres du 28 septembre dernier [a adopté](#) plusieurs décrets portant ratification de 4 accords de prêts en faveur de projets de développement pour près de 610 M EUR. Dans le détail, il s'agit de : (i) un financement budgétaire de 250 M EUR de l'Agence française de développement (AFD) afin de soutenir le Programme national de développement (PND) 2021 – 2025 ; (ii) un financement de 29,1 M EUR de la KfW destiné au Programme électricité pour tous (PEPT) qui vise à faciliter l'accès à

l'électricité pour une population cible à faible revenu (3,5 M de personnes) ; (iii) un financement de 200 M EUR de l'AFD dans le cadre du projet d'amélioration de la connectivité routière de la région des savanes ; (iv) un financement de 130 M EUR de l'AFD pour le Projet d'assainissement de la commune de Yopougon (PACY).

## Guinée

### La production industrielle en hausse de 6,7% en g.a. au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), la production industrielle [a progressé](#) de 6,7% en glissement annuel (g.a.) au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Cette évolution se justifie par la hausse de la production de l'ensemble des différentes industries. Ainsi, la production des industries manufacturières a progressé de 7,9% en g.a., en lien avec le regain de la métallurgie (+206,5% en g.a.) et de la fabrication d'équipements électriques (+151,2% en g.a.). Celle des industries extractives a progressé de 5,8% en g.a., en lien avec l'extraction de bauxite (+6,6% en g.a.) tandis que celle des industries de production et de distribution d'électricité et d'eau a enregistré une hausse de 9,1% en g.a.

## Guinée-Bissau

### L'énergie, les transports et la gouvernance financière identifiés comme secteurs prioritaires par la BAfD

La Banque africaine de développement (BAfD) [a publié](#), le 20 septembre 2022, son Document de stratégie pays (DSP) pour la Guinée-Bissau sur la période 2022-2026. Afin de stimuler la transformation structurelle du pays, la BAfD ciblera 3 secteurs clés : (i) l'énergie, avec pour objectif de renforcer le réseau de distribution afin d'étendre l'accès à l'électricité à 50% de la population en 2026 ; (ii) le transport, afin d'améliorer l'intégration régionale du pays et de faciliter l'accès des populations aux services de base ; (iii) la gouvernance financière, afin de

mettre en place un environnement budgétaire transparent et propice aux investissements, permettant notamment au pays d'accroître ses recettes publiques.

## 🇱🇮 Libéria

### La Banque mondiale accorde un appui budgétaire de 55 M USD

Le 30 septembre 2022, le Conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) [a approuvé](#) un appui budgétaire d'un montant de 55 M USD en faveur du Libéria. Ce financement permettra de soutenir des réformes du gouvernement et viseront notamment à : (i) renforcer l'environnement réglementaire pour inciter le secteur privé à participer à la chaîne d'approvisionnement en semences agricoles ; (ii) renforcer la viabilité financière de la compagnie nationale d'électricité et accroître l'accès à l'énergie solaire ; (iii) appuyer la stratégie nationale d'inclusion financière.

## 🇲🇱 Mali

### Projet de construction d'une centrale solaire de 48 MW à Férékoroba

Le 5 octobre 2022, le Conseil des Ministres [a adopté](#) un projet de décret portant approbation de la convention de concession conclue avec la société Sélingué solar, relative à la construction et à l'exploitation d'une centrale solaire photovoltaïque de 48 MW dans la commune de Férékoroba. Cette concession, d'un montant de 41,2 Mds FCFA (62,8 M EUR) et d'une durée de 30 ans, permettra au Mali de renforcer sa capacité de production énergétique.

## 🇲🇷 Mauritanie

### Signature avec le Maroc d'un programme dans le secteur de la pêche

Le 30 septembre 2022, le Ministre mauritanien des Pêches et de l'Économie maritime et le Ministre marocain de l'Agriculture, de la Pêche maritime et du développement rural [ont procédé](#) à la signature de leur premier programme exécutif dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Ce programme, qui couvre la période 2023-2024, prévoit la mise en œuvre de projets de coopération dans plusieurs domaines, dont notamment la formation maritime, la recherche technique et scientifique, la valorisation des produits de la pêche ou encore la lutte contre la pollution. Le lancement de ce programme fait suite au forum économique Mauritanie-Maroc qui a eu lieu le mois dernier.

## 🇳🇮 Niger

### Faible taux d'exécution des dépenses d'investissement au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Le 29 septembre 2022, le conseil des ministres [a adopté](#) le rapport semestriel de suivi de la performance de l'action gouvernementale. Ainsi, par rapport à la cible annuelle, le taux de mobilisation des ressources budgétaires s'est établi à 38%. Dans le détail, les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de 42%, en lien avec l'impôt sur le revenu (53%), les taxes sur biens et services (43%) et les droits de douane et d'accise (36%). Par ailleurs, les financements extérieurs ont été recouverts à hauteur de 25%. Du côté des dépenses budgétaires, celles-ci ont été exécutées à hauteur de 37% par rapport à la cible annuelle. En particulier, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 45% quand celles d'investissement l'ont été à hauteur de 31% sur ressources intérieures et 33% sur ressources extérieures.

## Achat de GPL sur le marché international pendant la maintenance de la SORAZ

Le 28 septembre 2022, le gouvernement [a annoncé](#) qu'il s'approvisionnera en gaz de pétrole liquéfié (GPL) sur le marché international pendant la maintenance de l'usine de la Société de raffinage de Zinder (SORAZ) du 8 octobre au 30 novembre 2022. Malgré un coût d'achat sur le marché estimé à 1 070 FCFA (1,63 EUR) le kg, le gouvernement cèdera le GPL aux distributeurs nationaux à un prix de 128 FCFA (0,19 EUR) le kg, soit une subvention de 88%. Afin de prévenir la fraude et la spéculation, le dispositif de contrôle sera renforcé et les centres emplisseurs frontaliers fermés.

## 🇸🇳 Sénégal

### Le FMI révisé légèrement à la baisse la projection de croissance

Dans [un communiqué](#) publié le 6 octobre 2022, le FMI a révisé le taux de croissance du Sénégal à 4,7% en 2022 (contre 5% précédemment), en raison des effets sur l'économie nationale de la guerre en Ukraine et de la flambée des prix internationaux des matières premières. Selon le communiqué, l'inflation, qui a atteint un niveau record en août 2022, à 11,2% en glissement annuel (g.a.), sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires (+17,3% en g.a.), devrait s'établir à 7,5% en moyenne sur 2022 et diminuer progressivement pour retomber à 2% en 2024. Le déficit budgétaire se maintiendrait à 6,2% du PIB, malgré la forte hausse des subventions, grâce notamment au report de certains projets de l'Etat. Toutefois, les perspectives de croissance restent favorables en 2023-2024 (autour de 10% en moyenne). Des efforts d'assainissements demeurent nécessaires pour faire face à la réduction de l'espace budgétaire, l'économie sénégalaise ne disposant plus de marges de manœuvre pour faire face à de nouveaux chocs. Le FMI encourage ainsi les autorités à (i) renforcer le recouvrement des recettes ; (ii) éliminer les exonérations fiscales onéreuses, (iii) rationaliser

les dépenses non prioritaires et (iv) réduire les subventions à l'énergie.

### Le gouvernement adopte le projet de loi de finances 2023

Le projet de budget 2023, projeté à plus de 6 400 Mds FCFA (9,8 Mds EUR), [a été adopté](#) le 5 octobre 2022 par le gouvernement. La consolidation budgétaire prévue devrait permettre un taux de couverture des dépenses publiques sur ressources internes de 83%, permettant le renforcement de la solidarité nationale et les politiques d'inclusion sociale. Les dépenses sociales [seraient portées](#) à 2 043 Mds FCFA (3,1 Mds EUR) en 2023, soit une hausse de 33,4% par rapport à 2022. L'amélioration du budget serait portée, selon les autorités, par une croissance du PIB projetée à 10,1% (contre 8% prévue par la Banque mondiale) à la faveur du début d'exploitation des hydrocarbures, avec les projets Grand Tortue-Ahmeyin et Sangomar.

### Pré-COP 27 : Dakar accueille la semaine de la mobilité durable et du climat

Organisée par la Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains et périurbains (CODATU), le Conseil exécutif des transports urbains durables (CETUD) et l'Association Climate Chance (ACC), la semaine de la mobilité durable et du climat [s'est ouverte](#) à Dakar ce 4 octobre 2022 sous la présidence du Premier ministre sénégalais. Durant cinq jours, les experts et acteurs africains vont échanger sur les sujets de la mobilité durable, d'action climat et de biodiversité sur le continent. Des propositions seront présentées en fin d'événement en adoptant la "Déclaration de Dakar", contribution de haut niveau portée à la COP27 de Charm el-Cheikh (Egypte). La Semaine de la mobilité durable et du climat 2022 s'inscrit dans l'agenda climat international comme « Pré-COP des acteurs africains ».

## Sierra Leone

La masse salariale représente plus de 55% des dépenses de l'Etat en avril 2022

Selon la Banque centrale de Sierra Leone (BSL), les ressources budgétaires se sont contractées de 2,2% en glissement mensuel (g.m.) en avril 2022, à 950,8 Mds SLL (60,2 M EUR), mais demeurent toutefois en hausse de 32% par rapport à la cible initiale de 720,5 Mds SLL (45,6 M EUR). Cette légère contraction des ressources publiques se justifie notamment par la baisse des recettes provenant de l'impôt sur le revenu (-27% en g.m.) à 152 Mds SLL (9,6 M EUR) et celle provenant des taxes sur les biens et services de 29,7% en g.m. à 78,1 Mds SLL (4,9 M EUR). Toutefois, les recettes non fiscales ont progressé de 17,7% en g.m. pour atteindre 668,5 Mds SLL (42,3 M EUR). Par ailleurs, les dépenses publiques ont progressé de 15,2% en g.m. en avril 2022 pour atteindre 940,8 Mds SLL (59,6 M EUR), soit une hausse de 50,2% par rapport à la cible initiale de 626,5 Mds SLL (39,7 M EUR). Cette évolution est notamment justifiée par la hausse des dépenses salariales de 45,9% en g.m. à 522,9 Mds SLL (33,1 M EUR) tandis que le service de la dette publique a diminué de 20,9% en g.m. pour s'établir à 134 Mds SLL (8,5 M EUR).

## Togo

Très faible évolution de la production halieutique en 2021

La production halieutique au Togo est demeurée quasiment stable en 2021, avec 18 819 tonnes de poissons capturés, contre 18 658 tonnes l'année précédente, d'après les chiffres du Ministère de l'Agriculture. La production reste donc inférieure à l'objectif de 25 000 tonnes défini en 2019 par les autorités. La production en 2021 se répartit entre 11 567 tonnes de pêche maritime artisanale, 6 300 tonnes de pêche dans les eaux douces continentales, 835 tonnes en pisciculture et enfin 117 tonnes de pêche maritime industrielle. Le secteur de la pêche représente environ 4,5% du PIB, avec 20 000 emplois selon le Ministère de l'Économie Maritime et de la Pêche.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)